

Pourquoi des élections ?

Les 4 et 5 mars auront lieu les élections aux conseils dits «centraux» de l'Université de Tours : le Conseil d'Administration (CA), la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), et la Commission Recherche (CR). Ces conseils prennent les décisions politiques majeures qui nous concernent tou-te-s : budget, règlement des examens, de la vie associative... Ils ne sont malheureusement que des chambres d'enregistrement, où **les étudiant-e-s sont minoritaires** : seulement 16% d'élus-e-s étudiant-e-s en Conseil d'Administration (alors que **nous représentons plus de 80% de la communauté universitaire**), contre 23% de «personnalités extérieures» qui n'ont aucune légitimité et sont trop souvent, soit des soutiens muets de la présidence, soit des personnes du «monde socio-économique» qui défendent bien souvent les **intérêts particuliers de leur entreprise**.

Alors, pourquoi s'y présenter ?

Pour se faire entendre, et surtout informer les étudiant-e-s. Si **les batailles ne se gagnent pas dans les conseils**, y être présent-e-s nous donne des ressources : des informations pour se mobiliser, des tribunes pour s'exprimer, et même une plus grande légitimité pour **aider des étudiant-e-s en difficulté au sein des commissions de l'université** (commissions de discipline, FSDIE) **ou dans leurs démarches face aux administrations** (université, CROUS, préfecture...). C'est pourquoi, à rebours des belles promesses qui peuvent être faites par les autres listes sans jamais que l'on puisse vérifier leur activité réelle dans ces conseils, nous ne promettons rien de plus que de siéger aux conseils.

Qui sommes-nous ?

Notre liste est impulsée par le syndicat Solidaires étudiant-e-s, qui articule une implication locale et la participation à des luttes nationales (contre la sélection à l'université, la LPPR, la réforme des retraites, la casse du Code du Travail...). Nous sommes des étudiant-e-s investi-e-s dans la vie de nos campus et dans la défense quotidienne de chacun-e. Nous voulons faire de l'université un lieu de vie, de démocratie, de partage scientifique, **nous voulons améliorer nos droits et conditions d'études et lutter contre les discriminations**. Nous militons sans concession pour un enseignement supérieur **public, gratuit, émancipateur, critique et résolument ouvert à tou-te-s**.

Quelles sont nos positions ?

- Opposition totale **aux mesures austéritaires** : L'État doit se réengager financièrement dans l'enseignement supérieur et la recherche. Dans notre université, cet abandon s'illustre par un manque d'espaces de travail et de lieux de vies, des salles de TD surchargées, le manque de prise pour les ordinateurs portables.

- L'université doit demeurer **un service public** : Nous nous opposerons à toutes les applications des lois Fioraso, LRU et ORE, négociées par l'UNEF et la FAGE, qui mènent à la privatisation des universités ou à leur faillite. Nous nous opposons également à la LPPR (Loi de Planification Plurianuelle de la Recherche), qui déstructure un peu plus le fonctionnement de l'université en **précarisant la recherche**.

- Nous militerons pour une baisse des frais d'inscriptions, notamment ceux surélevés l'an dernier des étudiant-e-s étranger-e-s.

- Nous considérons que l'extrême droite n'a pas sa place à l'université. **Nous nous opposons à la présence d'association prônant le sexisme, l'homophobie, le racisme ou bien encore le nationalisme**.

Pourquoi des élections ?

Les 4 et 5 mars auront lieu les élections aux conseils dits «centraux» de l'Université de Tours : le Conseil d'Administration (CA), la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), et la Commission Recherche (CR). Ces conseils prennent les décisions politiques majeures qui nous concernent tou-te-s : budget, règlement des examens, de la vie associative... Ils ne sont malheureusement que des chambres d'enregistrement, où **les étudiant-e-s sont minoritaires** : seulement 16% d'élus-e-s étudiant-e-s en Conseil d'Administration (alors que **nous représentons plus de 80% de la communauté universitaire**), contre 23% de «personnalités extérieures» qui n'ont aucune légitimité et sont trop souvent, soit des soutiens muets de la présidence, soit des personnes du «monde socio-économique» qui défendent bien souvent les **intérêts particuliers de leur entreprise**.

Alors, pourquoi s'y présenter ?

Pour se faire entendre, et surtout informer les étudiant-e-s. Si **les batailles ne se gagnent pas dans les conseils**, y être présent-e-s nous donne des ressources : des informations pour se mobiliser, des tribunes pour s'exprimer, et même une plus grande légitimité pour **aider des étudiant-e-s en difficulté au sein des commissions de l'université** (commissions de discipline, FSDIE) **ou dans leurs démarches face aux administrations** (université, CROUS, préfecture...). C'est pourquoi, à rebours des belles promesses qui peuvent être faites par les autres listes sans jamais que l'on puisse vérifier leur activité réelle dans ces conseils, nous ne promettons rien de plus que de siéger aux conseils.

Qui sommes-nous ?

Notre liste est impulsée par le syndicat Solidaires étudiant-e-s, qui articule une implication locale et la participation à des luttes nationales (contre la sélection à l'université, la LPPR, la réforme des retraites, la casse du Code du Travail...). Nous sommes des étudiant-e-s investi-e-s dans la vie de nos campus et dans la défense quotidienne de chacun-e. Nous voulons faire de l'université un lieu de vie, de démocratie, de partage scientifique, **nous voulons améliorer nos droits et conditions d'études et lutter contre les discriminations**. Nous militons sans concession pour un enseignement supérieur **public, gratuit, émancipateur, critique et résolument ouvert à tou-te-s**.

Quelles sont nos positions ?

- Opposition totale **aux mesures austéritaires** : L'État doit se réengager financièrement dans l'enseignement supérieur et la recherche. Dans notre université, cet abandon s'illustre par un manque d'espaces de travail et de lieux de vies, des salles de TD surchargées, le manque de prise pour les ordinateurs portables.

- L'université doit demeurer **un service public** : Nous nous opposerons à toutes les applications des lois Fioraso, LRU et ORE, négociées par l'UNEF et la FAGE, qui mènent à la privatisation des universités ou à leur faillite. Nous nous opposons également à la LPPR (Loi de Planification Plurianuelle de la Recherche), qui déstructure un peu plus le fonctionnement de l'université en **précarisant la recherche**.

- Nous militerons pour une baisse des frais d'inscriptions, notamment ceux surélevés l'an dernier des étudiant-e-s étranger-e-s.

- Nous considérons que l'extrême droite n'a pas sa place à l'université. **Nous nous opposons à la présence d'association prônant le sexisme, l'homophobie, le racisme ou bien encore le nationalisme**.